

Abdoulaye Wade

Ancien Président de la République du Sénégal

13, avenue de la Moya - 78000 Versailles (France)
Bureau Paris Versailles : Tél. 00 331 39 55 39 64. Fax. 00 331 39 43 07 28

Dakar, le 15 novembre 2014

OBJET / Ref. votre lettre 07171 PR/CAB/MCDIPLO
du 11 novembre 2014

Monsieur le Président,

J'ai le privilège d'accuser réception de votre lettre datée du 11 novembre 2014, par laquelle vous m'invitez à assister à la séance d'ouverture du 15^e Sommet de la Francophonie. Cette lettre aura été le deuxième contact, épistolaire il est vrai, entre le nouveau Président de la République du Sénégal et son prédécesseur que je suis.

Monsieur le Président,

D'entrée de jeu, je porte à votre connaissance que j'ai décidé de ne pas accepter votre invitation.

Comment voulez-vous que je sois à vos côtés au moment où, de votre propre fait, mon fils Karim, en même temps que ses amis, certains de ses frères et sœurs de parti, boucle ses deux années d'emprisonnement surtout que vous avez eu à dire à plusieurs interlocuteurs que vous n'avez aucune preuve contre lui, qu'il est innocent, qu'on ne vous a présenté aucun dossier sérieux ?

Comment réunir des chefs d'Etat qui se réclament de la démocratie et du respect des droits de l'homme dans un pays où on met un adversaire en prison simplement pour l'empêcher de se présenter en concurrent à la prochaine élection présidentielle, dans un pays où, en somme on admet la prise d'otage politique ?

Comment tenir de telles assises en refusant, depuis deux ans, la liberté de déplacement à quelques 27 citoyens, pères et mères de familles, simplement parce qu'ils avaient été des collaborateurs du Président sortant, faisant ainsi du Sénégal, sous votre présidence, une immense prison pour vos adversaires politiques ?

Comment les Présidents de la CEDEAO peuvent-ils fréquenter un Chef d'Etat qui refuse d'appliquer une décision de la Cour de Justice de la CEDEAO, décision contradictoire, notifiée, passée, comme disent les juristes, en force de chose jugée, c'est-à-dire devenue une loi ? Le reste, je m'en expliquerai dans quelques jours.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma déférence.

Son Excellence

Monsieur Macky SALL

Président de la République du Sénégal

DAKAR



N.B : la situation de notre pays requiert que tous ses dits et actes soient transparents. C'est pourquoi je rends publics votre lettre d'invitation et ma réponse.